



ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉE EN 1923 AVEC LE CONCOURS DE LA
DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE

RECUEIL DES COURS

COLLECTED COURSES OF THE HAGUE
ACADEMY OF INTERNATIONAL LAW

2023

Tome 432 de la collection

BRILL | NIJHOFF

Leiden/Boston

CORTE SUPREMA BIBLIOTECA	
SIG. TOPOGRAFICA	INVENTARIO

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

GENERAL TABLE OF CONTENTS

La justice procédurale en droit international, par H. RUIZ FABRI, Directrice de l'Institut Max Planck Luxembourg	9-44
A House of Many Rooms: The Rise, Fall and Rise Again of Territorial Sovereignty?, by M. SHAW, Senior Fellow at the Lauterpacht Centre for International Law, University of Cambridge	45-78
L'individu et sa position devant la Cour pénale internationale, par P. KOVÁCS, juge à la Cour pénale internationale	79-421



TABLE DES MATIÈRES

Introduction	19
Chapitre I. Première étape: le rôle de la procédure	22
1. Perspective <i>ex ante</i>	22
2. Perspective <i>ex post</i>	25
Chapitre II. Deuxième étape: les modèles de justice procédurale	26
1. Les modèles de Rawls	26
2. Modèles et valeurs dominantes	28
Chapitre III. Troisième étape: les spécificités du droit international	31
1. Perspective <i>ex ante</i>	32
2. Perspective <i>ex post</i>	37
Chapitre IV. Quatrième point: conclusion/ouverture	41
1. Synchrétisme de la procédure juridictionnelle internationale	41
2. Sur la distinction procédure/substance	42

TABLE OF CONTENTS

The principle of territorial sovereignty	57
Challenges to the principle of territorial sovereignty and responses	62
1. Challenges from within	62
(a) Self-determination and secession: General	62
(b) Self-determination and secession: Recent practice	65
2. Challenges from without	69
(a) International human rights law, international humanitarian law and international criminal law	69
(b) International environmental law	73
(c) International trade law	74
(d) International health law	75
(e) International space law	75
(f) Cyber activities	76
3. Conclusion	77

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	91
 Chapitre I. L'histoire de la création et les institutions de base de la Cour pénale internationale et des autres tribunaux internationaux pénaux contemporains.	
1.1. Introduction à l'histoire de la création de la CPI	94
1.2. Les institutions, les mécanismes et les questions de base de la procédure de la CPI	103
1.3. Les autres instances pénales internationales contemporaines	113
1.3.1. Les tribunaux internationaux pénaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda	113
1.3.1.1. Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie	114
1.3.1.2. Le Tribunal pénal international pour le Rwanda	118
1.3.1.3. Le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux.	119
1.3.2. Les tribunaux pénaux hybrides	120
1.3.2.1. Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone	121
1.3.2.2. Les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens	122
1.3.2.3. Le Tribunal spécial pour le Liban	124
1.3.2.4. Les Chambres spécialisées du Kosovo	126
1.3.2.5. Les Chambres africaines extraordinaires de l'affaire <i>Hissein Habré et d'autres</i>	128
1.3.2.6. Les motifs de l'établissement des tribunaux hybrides depuis la création de la Cour pénale internationale	130
1.4. Un autre acquis de la coopération internationale pénale: la promotion de la poursuite nationale des crimes internationaux par la coopération internationale, mais sans tribunaux internationaux spécifiques	132
1.5. Les crimes internationaux et les autres institutions de la coopération internationale pénale	134
 Chapitre II. La complémentarité ou le respect commun de la souveraineté étatique et de la règle <i>ne bis in idem re</i> appartenant aux droits de l'homme.	
1. La complémentarité et la souveraineté	135
2. Les paramètres principaux de la complémentarité dans le Statut de Rome.	139
3. Le contrôle de la complémentarité dans l'affaire <i>Simone Gbagbo</i>	144
3.1. Complémentarité et unité de l'action?	144
3.2. La Chambre préliminaire et l'exception déposée par le gouvernement ivoirien	146
3.2. La condamnation de M ^{me} Simone Gbagbo	150
3.4. La Chambre d'appel et l'appel interjeté par le gouvernement dans l'affaire <i>Simone Gbagbo</i>	150
3.5. Peut-on déduire du principe abstrait de la complémentarité une présomption en faveur des procédures domestiques et dans l'affirmatif quelle est la nature et quelles sont les limites d'une telle présomption?	152

3.6. L'application du test de l'identité du fait criminel (<i>same person/same conduct test</i>)	153
4. La complémentarité et l'affaire <i>Saif Gaddafi</i>	155
5. <i>Quid</i> de l'amnistie dans le miroir de la complémentarité?	159
6. La clôture de l'affaire <i>Simone Gbagbo</i> et l'absence d'avancement dans l'affaire <i>Gaddafi</i>	161
7. L'éventualité d'une procédure pénale hybride dans l'affaire <i>Yekatom</i> et <i>Ngaïssona</i> face à la question de la complémentarité	161
8. L'exemple de l'examen préliminaire de la situation en Irak.	164
9. Complémentarité et la décision sur la soumission visant à déferer la situation en Afghanistan.	167
10. La complémentarité et la question des investigations en matière de la « guerre contre la drogue » aux Philippines	172
11. La complémentarité et la situation du Venezuela.	176
12. S'avancer sur le chemin des principes abstraits de la complémentarité vers la complémentarité positive pratique	178
Chapitre III. Les droits procéduraux de l'individu : les droits des personnes sous investigation et des accusés.	182
1. Les droits des personnes sous investigation et des accusés	182
2. Les droits des personnes sous investigation et des accusés à la lumière des problèmes rencontrés	185
2.1. <i>Nullum crimen sine lege</i> dans l'article 22 du Statut	185
2.1.1. <i>Nullum crimen sine lege</i> dans l'article 22 du Statut et la question de l'interprétation de la notion « enfant-soldat » dans l'affaire <i>Lubanga</i>	185
2.1.2. Le <i>nullum crimen sine lege</i> et la non-rétroactivité <i>ratione personae</i> selon l'arrêt de la Chambre d'appel sur l'exception d'incompétence dans l'affaire <i>Abd-Al-Rahman</i>	187
2.1.3. Le <i>nullum crimen sine lege</i> dans l'affaire <i>Ongwen</i>	194
2.2. Le procès équitable dans l'article 67 du Statut et les défis pratiques	196
2.2.1. La communication des pièces d'évidences : débats autour du nombre et de la clarté des preuves soumises	196
2.2.2. Le droit à un examen impartial	202
2.2.2.1. Les principes fondamentaux de la procédure de récusation	203
2.2.2.2. La contestation de l'impartialité et la théorie de l'arme à un coup	210
2.3. Le caractère public du procès	212
2.4. « Être informé dans le plus court délai et de façon détaillée de la nature, de la cause et de la teneur des charges dans une langue qu'il comprend et parle parfaitement »	216
2.4.1. L'information sur les charges et leur précision	217
2.4.2. La question de la précision des charges et l'affaire <i>Bemba</i>	227
2.4.3. La question de la précision des charges dans des décisions rendues par rapport à certaines affaires subséquentes, notamment dans l'affaire <i>Ntaganda</i> , l'affaire <i>Ongwen</i> et l'affaire <i>Yekatom</i> et <i>Ngaïssona</i>	237
2.4.4. La question de la précision des charges et la possibilité de la requalification	241
2.5. « Le Procureur communique à la défense, dès que cela est possible, les éléments de preuve en sa possession ou à sa disposition	

dont il estime qu'ils disculpent l'accusé ou tendent à le disculper ou à atténuer sa culpabilité, ou sont de nature à entamer la crédibilité des éléments de preuve à charge»	244
2.5.1. La caractérisation des PEXO-s.	244
2.5.2. Les PEXO-s face à la confidentialité	247
2.6. Le droit au procès équitable et la question des documents <i>ex parte</i> , dans le miroir de l'affaire <i>Ntaganda</i>	254
2.7. Le droit d'être jugé sans retard excessif	256
2.8. Le procès équitable et la question des langues	259
2.9. La présomption de l'innocence	261
2.9.1. La présomption de l'innocence dans le miroir des requêtes en insuffisance des moyens à charge et l'affaire <i>Ruto et Sang</i> , l'affaire <i>Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé</i> , l'affaire <i>Ntaganda</i> et l'affaire <i>Ongwen</i>	261
2.9.2. La prise en considération de la prise de la parole volontaire de l'accusé face aux principes du fardeau de preuve et de la présomption de l'innocence dans le miroir de l'affaire <i>Ngudjulo</i> et de l'affaire <i>Ntaganda</i>	268
2.9.3. La présomption de l'innocence et le standard de la conviction «au-delà de tout doute raisonnable» selon la Chambre d'appel dans l'affaire <i>Bemba</i> et dans l'affaire <i>Bemba et al.</i>	278
Chapitre IV. La participation des victimes aux procédures de la Cour pénale internationale	284
1. La reconnaissance par la jurisprudence internationale de l'importance de la participation des victimes aux procédures	284
2. Le positionnement de la participation des victimes dans les dispositions du Statut de Rome.	285
3. La reconnaissance des victimes et la méthode de l'approche A-B-C devant la Chambre d'appel	291
4. La participation des victimes durant l'examen préliminaire et l'enquête.	296
5. La participation des victimes durant la procédure de la confirmation des charges	298
6. La participation des victimes au cours du procès de première instance	300
7. La participation des victimes dans les procédures de deuxième instance	302
7.1. La participation des victimes dans la procédure de réparation.	303
7.2. La perception de la représentation des victimes	305
Chapitre V. Les moyens les plus importants de la protection des victimes et des témoins	307
1. La justification théorique des moyens	307
2. La réinstallation du témoin vulnérable	310
3. Solutions liées aux documents écrits	313
3.1. La protection des victimes et des témoins face à l'ampleur de l'obligation de divulgation incombant à l'accusation	313
3.2. Les expurgations.	318
3.2.1. L'utilité et les limites des expurgations	318
3.2.2. La question des expurgations au vu de la procédure de la confirmation des charges dans l'affaire <i>Lubanga</i>	321
4. La protection des victimes et des témoins au cours des procès devant les Chambres de première instance.	325
4.1. Les raisons de la protection et la protection par <i>ex parte</i>	325

4.2. Les témoignages préalablement enregistrés et la réforme de leurs règles devant la Chambre d'appel dans l'affaire <i>Ruto et Sang</i>	327
5. Les autres solutions liées à l'oral	336
Chapitre VI. La réparation des victimes	341
1. La CPI et les structures institutionnelles de la réparation des victimes	341
2. La CPI et les grands principes de la réparation des victimes d'après les expériences des affaires congolaises	345
2.1. Les expériences d'après l'affaire <i>de la réparation des victimes de Thomas Lubanga Dyilo</i>	345
2.1.1. La position de la Chambre de première instance en 2012 dans l'affaire <i>de la réparation des victimes de Thomas Lubanga Dyilo</i>	345
2.1.2. La position de la Chambre d'appel sur les principes de la réparation en 2015 dans l'affaire <i>de la réparation des victimes de Thomas Lubanga Dyilo</i>	349
2.1.3. Les difficultés rencontrées par la (nouvelle) Chambre de première instance lors de la réalisation de la réparation dans l'affaire <i>de la réparation des victimes de Thomas Lubanga Dyilo</i>	351
2.1.4. La Chambre de première instance sur la réparation symbolique dans l'affaire <i>de la réparation des victimes de Thomas Lubanga Dyilo</i>	356
2.1.5. La décision de la Chambre de première instance fixant le montant des réparations auxquelles Thomas Lubanga Dyilo est tenu	357
2.1.6. La Chambre d'appel et la réparation des enfants-soldats de M. Lubanga	362
2.2. Les expériences d'après l'affaire <i>de la réparation des victimes de Germain Katanga</i>	367
2.2.1. L'ordonnance de la Chambre de première instance rendue dans l'affaire <i>de la réparation des victimes de Germain Katanga</i>	367
2.2.2. La Chambre d'appel et l'affaire <i>de la réparation des victimes de Germain Katanga</i>	376
2.2.3. La Chambre de première instance et la question des préjudices transgénérationnels	377
2.3. Les expériences d'après l'affaire <i>de la réparation des victimes de Bosco Ntaganda</i>	379
3. Les expériences de la réparation des victimes de Tombouctou	389
3.1. L'arrière-plan: la prise du pouvoir à Tombouctou par les Islamistes	389
3.2. La réparation dans l'affaire <i>de la réparation des victimes Al Mahdi</i>	391
3.2.1. L'ordonnance de la Chambre de première instance dans l'affaire <i>de la réparation des victimes de M. Al Mahdi</i>	392
3.2.2. L'ordonnance de la Chambre d'appel dans l' <i>Affaire de la réparation des victimes de M. Al Mahdi</i>	397
3.2.3. La mise en œuvre de l'ordonnance de réparation dans l'affaire <i>Al Mahdi</i>	399
4. Idées de réforme? Mais on ne peut pas mettre la charrue avant les boeufs	404
En guise de conclusions	408
Bibliographie	411